



Clermont-Ferrand, le 16 janvier 2022

Direction des Sécurités
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civiles

**Arrête préfectoral
mettant fin au dispositif préfectoral enclenché pour faire face à l'épisode de pollution
atmosphérique débuté le 14 janvier 2022**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment son Livre II, titre II relatif à l'air et à l'atmosphère ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code de la route, notamment ses articles R. 311-1 et R. 411-19 ;
- Vu le code des transports et notamment son article L. 1214-37 ;
- Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 122-4, R.122-5 et R.122-8 ;
- Vu le code de la défense, notamment son article R.1311.11 ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;
- Vu l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route ;
- Vu l'arrêté zonal n° 69-2019-06-19-001 du 19 juin 2019 portant approbation du document-cadre zonal relatif aux procédures préfectorales et aux mesures de dimension interdépartementale en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-02365 du 20 novembre 2017 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Puy-de-Dôme ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas LAFON, sous-préfet d'Ambert, pour l'ensemble du département, pendant les périodes où il assure le service de permanence ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20220053 du 14/01/2022 relatif à l'épisode de pollution débuté le 14 janvier 2022 (N1)
- Considérant les analyses d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes prévoyant la fin de l'épisode de pollution en cours sur le département du Puy-de-Dôme ,

Sur proposition de monsieur le Sous-Préfet d'Ambert ,

Arrête

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n° 20220053 en date du 14 janvier 2022 relatif aux mesures d'urgence « socle N1 » prises pour faire face au pic de pollution débuté le 14 janvier 2022 est abrogé à compter du 17 janvier 2022 matin à partir de minuit.

Article 2 : exécution

Le secrétaire général et le directeur de cabinet de la préfecture du Puy-de-Dôme, les sous-préfets d'arrondissement concernés, les services déconcentrés de l'État concernés : DREAL, DRAAF, agence régionale de santé, DDT, les services de police et de gendarmerie concernés, les maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale concernés sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16 janvier 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet d'Ambert



Nicolas LAFON

Dans les deux mois à compter de sa publication, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Puy-de-Dôme ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, l'absence de réponse de l'administration pendant deux mois faisant naître une décision implicite de rejet ;*
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex), qui peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen », accessible sur le site internet : www.telerecours.fr*